

---

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**  
3ème bureau

**LE PREFET DE LA REGION DE BRETAGNE**  
**PREFET D'ILLE-ET-VILAINE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'Ordre national du Mérite,

N° 18965

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses différents modificatifs;

VU la loi n° 61.842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et les décrets n°s 73.218, 73.219 du 23 février 1973 et 87.279 du 16 avril 1987 pris pour son application;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et ses différents modificatifs;

VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et complété;

VU l'instruction du Ministre du Commerce du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution des eaux des étangs, des canaux et cours d'eau;

VU la demande présentée par la Coopérative Agricole de RENNES en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation de son unité de fabrication d'aliments du bétail d'une capacité de 60 000 tonnes implanté à VERN SUR SEICHE ( n°s 89-1°, 376 bis, 153 bis 2°et 261 bis de la nomenclature des installations classées );

VU les plans joints à la demande d'autorisation;

VU l'avis de l'inspecteur des installations classées;

VU l'avis du Directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales;

VU l'avis du Directeur départemental du Travail et de l'Emploi;

VU l'avis du Directeur de l'Equipement;

VU l'avis du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt;

VU l'avis du Directeur départemental du Service interministériel régional des Affaires civiles et économiques de Défense et de Protection civile;

VU le procès-verbal d'enquête publique ouverte dans la commune et l'avis du commissaire-enquêteur;

VU l'avis émis par le Conseil municipal de VERN SUR SEICHE ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène lors de sa réunion du 3 janvier 1989;

ARTICLE 1er - La Coopérative Agricole de Rennes dont le siège social est à CESSON SEVIGNE ( 35 ) est autorisé à poursuivre l'exploitation de son unité de fabrication d'aliments du bétail d'une capacité de 60 000 tonnes implanté à VERN SUR SEICHE ( 35 ) et comprenant les activités suivantes :

N° DE NOMENCLATURE	NATURE DES ACTIVITES	A/D *
89 - 1° 2260	Broyage - tamisage - blutage - mélange de produits organiques naturels. L'ensembles des machines fixes ayant une puissance de 800 kW.	A
376 bis 2160	Silos de stockage de céréales d'une capacité de 37 800 m3.	A
153 bis 2° 2910	Installation de combustion ( séchoir ) d'une puissance de 7 300 thermies.	D
261 bis 2135	Installation de distribution de liquides inflammables.	D

\* A : Autorisation - D : Déclaration

.../...

ARTICLE 2 - Les installations devront se conformer aux dispositions du présent arrêté.

## I - DISPOSITIONS GENERALES

1.1) Toute transformation dans l'état des lieux, toute modification des installations ou de leur mode d'utilisation devront être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation avec tous les éléments d'appréciation.

1.2) L'Inspecteur des Installations classées pourra demander que des contrôles et analyses soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant sur les nuisances de l'établissement ( émissions et retombées de gaz, de poussières, de fumées, de rejets d'eau, déchets, bruit notamment ).

1.3) En cas de nuisances accidentelles, l'exploitant adressera sans délai au service des Installations Classées, un compte rendu sur l'origine de l'accident et les mesures qui ont été prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

## 2 - PREVENTION DU BRUIT

2.1) Les installations seront réalisées, équipées et exploitées de manière à éviter que leur fonctionnement puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients cités à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

2.2) Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 20 août 1985 relative aux bruits des installations relevant de la loi sur les installations classées sont applicables aux installations.

2.3) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique ( sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.4) Les niveaux de bruit mesurés aux limites de propriété ne devront pas dépasser les valeurs suivantes :

- 65 dB (A) pour la période du jour
- 60 dB (A) pour la période intermédiaire
- 55 dB (A) pour la période de nuit ainsi que les dimanches et jours fériés

2.5) Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur ( les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 ).

.../...



### 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.1) Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique à la production agricole, à la bonne conservation et à la beauté des sites.

3.2) Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de traitements de ces émissions.

Les émissions de poussières devront être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

Les rejets gazeux canalisés, rejetés à l'atmosphère, devront avoir une teneur en poussière inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup>.

Le flux total de poussières émis devra être inférieur à 10 kg/heure en moyenne sur 24 heures.

3.3) La mise en fonctionnement des installations de production et de transports des produits sera asservie à la mise en service des installations de dépoussiérage prévues.

3.4) La conception et la fréquence d'entretien des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant devront permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.

Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.

3.5) En aucun cas poussières ou déchets ne devront être brûlés en plein - air.

### 4 - SECURITE - INCENDIE - EXPLOSION

4.1) Les appareils à l'intérieur desquels il sera procédé à des manipulations de produits devront être conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les ateliers.

4.2) L'exploitant s'assurera que les conditions de stockage n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements inflammables.

Une consigne particulière définira les conditions de contrôle, de vidange et de transilage des produits.

En aucun cas, la vidange des produits suspects ne pourra se faire dans les circuits de fabrication.

.../...

4.3) Tous les locaux seront débarrassés des poussières recouvrant le sol, les parois, les machines. La fréquence des nettoyages sera fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

Le nettoyage devra faire l'objet de consignes particulières.

Dans le cas où le nettoyage serait fait à l'aide d'aspirateurs, le matériel utilisé devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires à un fonctionnement en atmosphère explosive.

4.4) Il est interdit d'apporter dans les ateliers du feu sous forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les locaux concernés et sur les portes d'accès.

4.5) Tous les travaux de réparation, aménagements sortant du domaine des opérations d'entretien courant ne pourront être effectués dans les ateliers où sont mis en oeuvre les produits, qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne nommément désignée par lui. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant. Cette consigne particulière fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mise à la disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci devra être à l'arrêt et avoir été préalablement débarrassée de toute poussière.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

4.6) Le chauffage des locaux ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

4.7) Avant toute manipulation ou traitements des produits, ceux-ci devront avoir été débarrassés de tous corps étrangers susceptibles de provoquer des étincelles lors des chocs ou des frottements.

4.8) Installations électriques

Le matériel basse tension sera conforme à la norme NFC 15 -100.

Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NFC 13-100 ET NFC 13-200.

En outre, les installations électriques utilisées dans les locaux aux poussières devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion ( arrêté ministériel du 21 mars 1980 ) ; en particulier le matériel électrique sera au moins du type IP 5 XX en zone de type II (zone à atmosphère explosive épisodique de faible fréquence et de faible durée) et IP 6 XX en zone de type I ( zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente), ces zones étant définies sous la responsabilité de l'exploitant.

Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant. Ils seront placés en dehors des zones de type I et II, sous la surveillance d'un préposé responsable.

Les installations électriques seront contrôlées au moins une fois par an par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

4.9 ) Les appareils et masses métalliques ( machines, manutention ) situés en zone I et en zone II seront reliés entre eux par des liaisons équipotentielles et mis à la terre.

La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art recommandées par les organismes agréés et sera distincte de celle du paratonnerre.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur. L'intervalle entre deux contrôles ne pourra excéder un an. Les résultats seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les matériels constituant les appareils en contact avec les produits devront être suffisamment conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

4.10 ) La température des organes mobiles risquant de subir des échauffements sera périodiquement contrôlée.

En outre, l'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel:

- les organes mécaniques mobiles seront convenablement lubrifiés;
- les moteurs électriques de puissance supérieure à 75 cv seront équipés de sondes de température;

.../...



- les gaines d'élévateurs seront munies de regards ou trappes de visite;
- les élévateurs, transporteurs, devront être équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement;
- toute anomalie détectée par un dispositif de contrôle automatique sera signalée ( alarme sonore et ( ou ) lumineuse dans le local de commandes.

4.11 ) Les enceintes susceptibles d'entraîner un confinement de poussières locaux de fabrication, cellules de stockage, circuits de manutention, unité de dépoussiérage ... ) seront munies d'évents d'explosion ou conçues de manière à offrir le moins de résistance possible à une explosion.

4.12 ) Les installations devront comporter des moyens rapides d'évacuation du personnel. Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant, tenus à jour et affichés.

4.13 ) Cet établissement sera pourvu du matériel nécessaire à la lutte contre l'incendie. Les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que leurs emplacements devront être déterminés en accord avec les services départementaux d'incendie et de secours. Ces moyens de lutte seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement; les extincteurs seront appropriés aux risques encourus.

- Le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en oeuvre des matériels d'incendie et de secours. Des exercices pourront utilement être réalisés en commun avec les sapeurs pompiers. L'ensemble du personnel participera à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans.

-Des dispositions seront prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs ou extérieurs des installations. Des éléments d'information seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible.

En particulier :

- . les voies d'accès à l'usine seront maintenus constamment dégagés ;
- . l'établissement disposera d'une ligne téléphonique, indépendante du standard général, qui permettra d'appeler, à partir de la salle de contrôle, directement les moyens de secours extérieurs.

-Les installations seront équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de prévenir ou de signaler rapidement tout incident, soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

.../...



4.14 ) L'exploitant établira des consignes spéciales qui préciseront notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre
- la conception des équipes d'intervention
- les fréquences des exercices
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours
- les personnes à prévenir en cas de sinistre

4.15 ) La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial qui sera à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

## 5 - EAUX

5.1 ) Les eaux usées domestiques seront collectées et traitées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement.

Tout lavage ou tout rinçage de camions est interdit, sauf sur les aires spécialement affectées à cet usage et munies de débourbeur déshuileur suffisamment dimensionné.

5.2 ) Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel.

## 6 - DECHETS

6.1 ) Les déchets de l'établissement seront éliminés et éventuellement récupérés conformément aux dispositions de la loi 75.663 du 15 juillet 1975 ( J.O. du 16 juillet 1975 ) et des textes pris pour son application.

7 - Le récépissé de déclaration n° 15 028 délivré le 17 mars 1980 est abrogé.

8 - Tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, les activités liées à l'installation de combustion et de distribution de liquides inflammables devront respecter les arrêtés types n° 153 bis 2° et n° 261 bis.

.../...

**ARTICLE 3** : Les prescriptions du Livre II du Code du Travail et du décret du 10 juillet 1934, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs seront observées.

**ARTICLE 4** : L'Administration se réserve, en outre, la faculté de prescrire, ultérieurement, toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques, et ce, sans que le bénéficiaire de la présente autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

**ARTICLE 5** : Le bénéficiaire de la présente autorisation, son représentant ou locataire devra toujours être en possession de l'arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés.

Le changement de propriétaire ou de représentant, la mise en location, le changement de locataire, ne sauraient avoir d'effet à l'encontre des prescriptions édictées dans le présent arrêté qui demeureront applicables à tout exploitant de l'établissement quelle que soit la forme du contrat qui le liera au titulaire de la présente autorisation.

Conformément à l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 le changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet d'Ille-et-Vilaine, dans le délai d'un mois qui suivra la prise de possession.

**ARTICLE 6** : Avant de mettre l'établissement dont il s'agit en activité le bénéficiaire de la présente autorisation devra justifier auprès de l'Administration préfectorale qu'il s'est strictement conformé aux conditions qui précèdent. De plus, il devra se soumettre à la visite de l'établissement par les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale.

**ARTICLE 7** : Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie est déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation et mise à la disposition de tout intéressé sera affiché à la porte de la mairie du lieu d'installation.

Un procès-verbal d'affichage sera adressé à la préfecture par les soins du maire, dès l'accomplissement de cette formalité.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois années à compter de sa date de notification ou n'aura pas été exploitée pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

**ARTICLE 9** : La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'obtenir la délivrance du permis de construire dans le cadre de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10** : Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le maire de VERN SUR SEICHE et l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

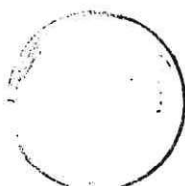
RENNES, le 25 mars 1989

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Jean-Marie BALLEVRE

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet  
Le Chef de Bureau,



*Y. Lecadet*  
Yvette LECADET

"Délais et voies de recours (article 14 de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée". Tout recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou devant une juridiction incompétente n'interrompt pas ce délai.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente peuvent déférer la présente décision dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.